

346

Quelques questions concrètes à M. Malraux *Mars 1937* par Léon Trotsky

La grossièreté des expressions, trait général du camp staliniste, ne change pas le fond des choses. Je n'ai nullement dit que le Mexique était le seul pays qui ait apporté une aide à l'Espagne. J'ai dit que le Mexique a fait le maximum de ce qu'il pouvait faire et que tous les peuples l'avaient compris. Quelles que soient les destinées à venir de la révolution espagnole, il restera pour toujours dans le cœur du peuple espagnol la reconnaissance au peuple du Mexique. La politique magnanime et perspicace apporte toujours en fin de compte ses fruits.

A l'encontre du Mexique la bureaucratie soviétique a fait le minimum de ce qu'elle pouvait faire : juste assez pour ne pas se discréditer définitivement aux yeux du prolétariat. A cela il faut ajouter que la politique que la bureaucratie staliniste imposé à la révolution espagnole est dans le plein sens du mot funeste. Elle a déjà abouti à de terribles défaites dans une série de pays. Cependant, discuter des problèmes de la révolution avec M. Malraux n'a pas de sens : en 1931 déjà j'ai écrit dans la Nouvelle Revue Française que Malraux n'avait rien tiré de l'expérience de la révolution chinoise et ne s'était pas assimilé l'A.B.C. du marxisme. Depuis lors il n'a pas fait un pas en avant.

D'une actualité beaucoup plus grande est la mission que M. Malraux remplit actuellement aux Etats-Unis. Il est arrivé pour déclarer que les procès de Moscou, c'est une question « personnelle » de Trotsky ; il ne veut pas la peine de s'occuper du sort « personnel » de la vieille garde bolchévique quand il y a à l'ordre du jour des problèmes « politiques » aussi importants que la révolution espagnole. Ici M. Malraux se trahit tout à fait. Les défenseurs des falsifications judiciaires de Moscou se divisent en trois groupes. Le premier répète, comme, comme des perroquets, les formules de l'acte d'accusation, leur ajoutant des injures ; tels sont les « journalistes » du Comintern qui remplissent les instructions pures et simples de la G.P.O.U. Personne ne prend ces individus au sérieux et personne n'a d'égard pour eux. Le deuxième groupe qui fait semblant d'être impartial, justifie les procès de Moscou à l'aide d'arguments et de sophismes abstraits. En d'autres termes, sous la forme d'une « analyse purement juridique », ces individus embellissent ce qui s'est passé sur la scène judiciaire, se refusant résolument à jeter un coup d'œil dans les coulisses. Cependant, toute la falsification fut préparée au cours d'une série d'années dans les coulisses et sur la scène ne s'est jouée que la partie du spectacle tragique qui était destinée spécialement à tromper l'opinion publique. Cette défense « purement juridique » peut être nommée à plein droit du prittisme, du nom de l'avocat anglais Prift. Cependant, ce système aussi a réussi à se discréditer. Il reste une troisième voie, c'est détourner l'opinion publique des falsifications et des assassinats massifs à l'aide d'appels pathétiques à d'autres tâches. Telle est la mission de M. Malraux et de ses semblables.

N'est-elle pas monstrueuse en effet, sa déclaration que les procès de Moscou sont mes affaires « personnelles » ? De deux choses l'une : ou bien les accusations sont vraies, et toute la vieille organisation du parti bolchévique, sauf l'infime clique de Staline, est réellement entrée dans la voie du fascisme, — alors ce seul symptôme témoigne d'une crise inévitablement profonde de tout le système soviétique — ou bien l'accusation est fautive, et alors le fait des falsifications judiciaires sans précédent dans l'histoire

montre que l'appareil bureaucratique est complètement pourri. Dans les deux cas le gouvernement soviétique se trouve, ainsi, gravement malade. Il faut le soigner. Il faut le sauver. Par quels moyens ? Avant de déterminer le remède, il faut établir le diagnostic. Il faut dire ce qui est. Il faut révéler la vérité. Je ne puis que regarder avec pitié les gens qui voient en cela une « question personnelle ». En liaison avec cela il est impossible de ne pas noter la petite contradiction suivante : quand je m'exprime sur des questions politiques, les amis de Staline dans tous les pays élèvent des cris : « Il faut l'expulser, car il s'immisce dans la politique ». Mais quand je me défends contre les falsifications, les mêmes amis s'écrient : « Voyez, il ne s'intéresse pas aux questions politiques, mais aux questions personnelles ». Il est difficile de plaire à ces messieurs.

Pour dévoiler encore plus clairement la véritable fonction de M. Malraux, je lui pose en face de l'opinion publique mondiale quelques questions tout à fait concrètes. Que sont devenus les vieux bolcheviks Koukline et Guertik, accusés en commun avec Zinoviev, mais qui ne sont pas parus au banc des accusés ? Est-il vrai que, en commun avec des dizaines d'autres, ils aient été fusillés au cours de l'enquête judiciaire, pour avoir refusé de chanter à l'auktion du procureur ? Oui ou non ?

Qu'est-ce devenu Sosnovsky, vieux bolchevik, ami de Lénine et écrivain remarquable ? Est-il vrai qu'il ait été anéanti pour s'être opposé aux falsifications ? Oui ou non ? Je poursuivrai cette liste quand j'aurai reçu une première réponse.

M. Malraux se pante d'avoir toujours « défendu » les antifascistes. Non, pas toujours, mais seulement dans le cas où cela coïncidait avec les intérêts de la bureaucratie soviétique. M. Malraux n'a jamais défendu les antifascistes italiens, bulgares, yougoslaves, allemands, qui se sont fêtés à l'hospitalité de la bureaucratie soviétique, mais qui, pour avoir critiqué le despotisme et les privilèges, sont tombés ensuite dans les mains de la G.P.O.U. Où se trouvent les trois révolutionnaires yougoslaves Deditch, Dragitch, Haerberling ? Où se trouve Zenni Muhsam, compagne du poète et militant anarchiste connu Erich Muhsam, torturé par les nazis ? Où se trouvent les révolutionnaires italiens et espagnols Ghezzi, Gaggi, Merino, Galligaris, dont la libération a déjà été plus d'une fois réclamée par ces mêmes miliciens espagnols dont M. Malraux se soucie tant ? Peut-être M. Malraux nous communiquera-t-il en même temps la liste complète de tous ces antifascistes, en particulier bulgares, qui furent tués sans enquête ni jugement, parmi les dix premières personnes fusillées « au sujet » de l'assassinat de Kirou, mais en dehors de toute liaison avec cet assassinat ?

S'il y a un lien entre ces crimes de la bureaucratie soviétique et sa politique dans la péninsule ibérique et dans le monde entier ? J'affirme que ce lien ne peut pas ne pas exister. La seule et même politique bonapartiste aboutit dans les différents domaines à des conséquences également funestes. Mais si M. Malraux se refuse à comprendre ce lien, il ne peut pas malgré tout ne pas répondre aux questions concrètes que je lui ai posées. Ou peut-être ses amis de Moscou se refuseront-ils à l'informer ? Un tel refus sera la confirmation des pires accusations contre la bureaucratie soviétique.

Le 13 mars 1937.

L. TROTSKY.